

Faisons confiance aux territoires pour lutter contre les nouvelles fractures

alternatives-economiques.fr/faisons-confiance-aux-territoires-lutter-contre-nouvelles-fractures/00089893

Laurent Grandguillaume, Niels Planel, *Alternatives économiques*, 3 juillet 2019



Depuis des années, nous travaillons avec celles et ceux qui souffrent de la fracture territoriale, avec celles et ceux, de plus en plus nombreux, qui sont confrontés à l'absence de lendemain et au désespoir post-industriel. Déflagration de la crise financière, coupes budgétaires pour les collectivités, défi du « reste à vivre » pour les personnes : nous avons constaté l'impact des chocs subis depuis 2008 par les Français qui, en banlieue, dans les périphéries urbaines et sur les territoires ruraux, ont été laissés pour compte dans la mondialisation, et qui, si rien n'est fait, seront confrontés très vite aux conséquences sociales, économiques et sanitaires de cette décennie perdue.

Erosion de la classe moyenne

Or depuis quarante ans, l'économie néoclassique propose deux mécanismes pour créer des sociétés prospères. Le premier consiste à élever le produit intérieur brut (PIB) et créer des emplois pour toujours plus de monde ; le second à redistribuer la richesse aux plus pauvres au travers de politiques publiques. Les pays avancés se bernent pourtant à croire que la croissance, comme une marée montante, soulèvera tous les bateaux : jeunes chômeurs, travailleurs pauvres, mères seules et seniors précaires se logent désormais dans les failles d'outils statistiques qui demandent à être modernisés face aux mutations profondes en cours. Pire, à long terme, c'est bien un mouvement général de rapprochement des salaires de la classe moyenne occidentale vers la médiane de l'humanité qui se profile et qui présente un risque de déclassement accru en Occident.

Moins de 3 % des enfants des classes populaires/ouvrières se retrouvent dans les grandes écoles où sont formés les décideurs de demain

La France n'échappe pas à ces soubresauts. Là comme ailleurs, désindustrialisation et automatisation sont à la source de l'érosion de la classe moyenne et des menaces qui pèsent sur les démocraties libérales. Là aussi, les plus fragiles font face à une « adversité cumulative » (accès plus rare aux transports, éducation de moindre qualité, santé abîmée, insécurité plus grande, troubles psychiatriques, etc., conspirant *ensemble* à léser leur potentiel), un phénomène qui doit être traité de manière transversale. Et là aussi, la transmission d'une génération à l'autre de la pauvreté doit être combattue dans la durée.

Mais plus qu'ailleurs, la mobilité sociale s'y est grippée : moins de 3 % des enfants des classes populaires/ouvrières se retrouvent dans les grandes écoles où sont formés les décideurs de demain, et s'il faut en moyenne quatre à cinq générations pour que la descendance d'une famille pauvre atteigne le revenu moyen de son pays au sein des économies avancées, en France, il faut six générations pour cela, soit près de cent quatre-vingts ans. Il existe bien une forme de glaciation sociale dans laquelle les situations de rente empêchent l'éclosion des talents et des capacités. Il y a donc urgence à tracer de nouveaux chemins pour concilier mondialisation et lutte contre les factures territoriales et aller méthodiquement au-devant des exclus.

Fractures territoriales

Sur le même sujet

Justement : notre pays peut compter sur une force ancienne, sa soif, séculaire, de solidarité. Des millions de Français s'engagent chaque année au service des autres. Sur le terrain – un jour en banlieue, un autre sur un territoire rural –, nous collaborons aussi avec ces Français qui savent faire, sont au plus près des problématiques liées à la fracture territoriale, inventent, se découragent parfois mais savent rebondir toujours, font montre de compétence, et innovent – à leur niveau. Et ce sont bien les initiatives locales qui permettent d'aller au-devant des démunis de manière proactive, à l'heure où trop de précaires passent au travers des mailles du filet de l'Etat-providence.

Forger un nouveau pacte entre l'Etat et les territoires nous semble donc un impératif pour guider avec une précision chirurgicale l'action en faveur des plus fragiles, ce, avec leur participation active : il ne s'agit plus de faire « pour », à la place de, par des dispositifs inadéquats, mais bien de faire « avec », en partant des besoins des personnes et des territoires. C'est d'ailleurs ce que l'expérimentation « Territoires zéro chômeur longue durée » s'emploie à démontrer depuis sa mise en œuvre en 2017. Les énergies locales changent l'ordre des choses à leur échelle. Or, la centralisation française est un frein : la défiance pour le local caractérise historiquement notre pays là où la confiance serait un accélérateur.

La centralisation française est un frein : la défiance pour le local caractérise historiquement notre pays là où la confiance serait un accélérateur

L'Etat doit donc évoluer pour instiller cette confiance en fédérant les initiatives et autres projets locaux qui ont de l'impact. Les responsables politiques de tout bord doivent vouloir desserrer l'étau, repositionner l'Etat comme un facilitateur du passage à l'échelle avec la société civile : il s'agit de coconstruire des leviers d'action puissants pour transformer.

Au reste, un gouvernement seulement focalisé sur l'action sociale n'y suffirait pas, pas plus que les seules entreprises, qui doivent bien sûr s'engager davantage en faveur de l'intérêt général, ce dont elles sont en train de prendre conscience, poussées par les attentes de la société et les jeunes générations.

A l'étranger, dans de prestigieuses instances ou universités internationales, nous avons trouvé des interlocuteurs qui nous écoutent et s'avèrent désireux de mettre en pratique nos idées. Or la France a les mêmes atouts pour réussir.

Encore peu de choses sont faites actuellement en Occident pour anticiper cette urgence de demain qu'est l'essor de la pauvreté et de l'inégalité

Et nous nous voulons être optimistes. Comme c'était le cas pour la lutte contre le changement climatique – l'autre grand défi de l'époque – il y a à peine quinze ans, encore peu de choses sont faites actuellement en Occident pour anticiper cette urgence de demain qu'est l'essor de la pauvreté et de l'inégalité : peu d'acteurs, en dehors des grandes associations, se vouent corps et âme à cette nouvelle bataille pour la solidarité. Les moyens, les innovations et les experts sont encore trop peu nombreux, les consciences encore guère mobilisées, les formations universitaires ou les grands sommets sur le sujet quasi inexistant.

Mais tout cela peut changer dans la décennie, comme cela a commencé à changer pour la question climatique. Et comme pour celle-ci, il est impératif de se doter de moyens nouveaux pour mener ce combat. Les territoires en regorgent, ils aspirent à plus d'autonomie, plus de libertés pour plus de capacités à agir pour l'humain, il faut maintenant leur permettre de passer à une nouvelle échelle par la confiance !

Laurent Grandguillaume, ancien député, est le président de l'association Territoires zéro chômeur longue durée.

Niels Planel collabore avec les organisations internationales, les municipalités et les associations sur les enjeux d'innovation sociale et de croissance inclusive et est l'auteur d'Abolir l'inégalité (Librio, 2019).